

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2009

COMPTES SOCIAUX
de l'exercice clos le 31 décembre 2009

CYBERDECK SA
Comptes sociaux au 31 décembre 2009 (exprimés en k€)

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Notes</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amort & Provisions</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
Capital souscrit non appelé					
Concessions, brevets, et droits similaires		139	131	8	22
Fonds de commerce		3 183	-584	2 599	2 307
Autres immobilisations incorporelles					
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles					1
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	3 322	-715	2 607	2 330
Installations techniques, matériel, outillage		5	-5	0	0
Autres immobilisations corporelles		314	-257	57	115
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4	319	262	57	115
Participations mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières		37		37	34
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5	37	0	37	34
ACTIF IMMOBILISE		3 679	-977	2 701	2 479
Matières premières, approvisionnements		253	-93	160	257
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis		120	-64	55	53
Marchandises		0		0	32
STOCKS ET EN-COURS	6	372	-157	215	342
AV.ET ACPTEES VERSES/COMMANDES		11	0	11	21
Créances clients et comptes rattachés	7	867	-62	805	565
Autres créances	8	311		311	311
CREANCES		1 178	-62	1 116	876
COMPTES DE REGULARISATION (Charges Constatée Avance)	9	62		62	82
Autres titres					0
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	10	0	0	0	0
DISPONIBILITES	10	80	0	80	307
ACTIF CIRCULANT		1 704	-219	1 485	1 629
TOTAL GENERAL		5 383	-1 197	4 186	4 108

CYBERDECK SA
Comptes au 31 décembre 2009 (exprimés en k€)

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
Capital social ou individuel		4 857	4 853
Primes d'émission, de fusion, d'apport		5 655	5 653
Autres réserves et report à nouveau		-8 536	-7 284
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-125	-1 251
CAPITAUX PROPRES	11	1 851	1 970
Provisions pour risques		424	106
Provisions pour charges			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12	424	106
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	164	296
Emprunts et dettes financières divers		474	8
DETTES FINANCIERES		638	304
AVANCES ET ACOMPTES RECUS	15	28	72
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		445	705
Dettes fiscales et sociales		371	450
DETTES D'EXPLOITATION	15	816	1 155
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes			
DETTES DIVERSES		0	0
COMPTES DE REGULARISATION (Produits constatés d'avance)	9	430	500
DETTES		1 911	2 032
TOTAL GENERAL		4 186	4 108

CYBERDECK SA

Comptes au 31 décembre 2009 (exprimés en k€)

COMPTE DE RESULTAT

<i>Rubriques</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
CHIFFRE D'AFFAIRES		2 637	4 002
Production immobilisée et stockée		27	10
Subventions d'exploitation		0	10
Reprises sur amortissements et provisions		71	105
Transfert de charges		7	11
Autres produits		162	9
PRODUITS D'EXPLOITATION	16	2 903	4 148
Achats de marchandises		+44	-22
Variation de stock (marchandises)		-51	-12
Achats de matières premières et autres approvisionnements		-656	-1 513
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		-64	-88
Autres achats et charges externes		-819	-967
Impôts, taxes et versements assimilés		-69	-85
Salaires et traitements		-891	-1 171
Charges sociales		-402	-520
DOTATIONS D'EXPLOITATION	17		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		-81	-67
Sur actif circulant : dotations aux provisions		-34	-59
Pour risques et charges : dotations aux provisions		-378	-61
Autres charges		-16	-34
CHARGES D'EXPLOITATION		-3 417	-4 599
RESULTAT D'EXPLOITATION		-513	-450
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations			
Autres intérêts et produits assimilés		0	6
Différences positives de change		1	6
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS		1	11
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées		-2	-20
Malis de fusion		0	0
Différences négatives de change		0	-3
CHARGES FINANCIERES		-2	-23
RESULTAT FINANCIER	18	-1	-12
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-515	-462
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		0	8
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1	2
Reprises sur provisions et transferts de charges		350	36
PRODUITS EXCEPTIONNELS		352	46
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		-33	-36
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		-9	-4
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-52	-796
CHARGES EXCEPTIONNELLES		-94	-835
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19	258	-790
Impôts sur les bénéfices	20	131	0
RESULTAT NET		-125	-1 251

CYBERDECK SA

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2009	31/12/2008
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	-125	-1 251
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :	107	878
- Amortissements	81	829
- Provisions	26	49
- Transferts de charges au compte de charge à répartir		
- Mali de fusion	0	0
- Plus et moins values de cession	0	0
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation:	-537	727
- Variation de stocks	127	119
- Variation des clients	-354	598
- Variation des fournisseurs	-240	-129
- Autres variations	-70	139
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation (A)	-555	354
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-18	-136
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	4
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières (1)	-3	0
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations financières	0	1
Flux de trésorerie provenant de (affecté aux) opérations d'investissement (B)	-12	-131
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires suite à augmentation de capital	6	25
Remboursement d'apports ou d'avances en compte courant		
Avances en compte courant des actionnaires	-8	0
Encaissements provenant de nouveaux emprunts et de dettes financières diverses	504	
Remboursements d'emprunts et d'avances diverses	-30	-3
Flux de trésorerie provenant de (affecté aux) opérations de financement (C)	472	22
Variation de trésorerie (A + B + C)	-95	245
Trésorerie à l'ouverture (E)	11	-234
Trésorerie à la clôture (A + B + C + E)	-84	11
(1) Les dettes sur immobilisations sont portées en diminution des investissements		
Trésorerie à la clôture :		
* Valeurs mobilières de placement	0	0
* Disponibilités	80	307
* Concours bancaires (Factor + Int. courus)	-164	-296
Trésorerie en fin de période	-84	11

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX CYBERDECK

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009

L'ensemble des données présentées ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes de l'exercice 2009.

Les comptes sociaux annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 mars 2010.

CYBERDECK SA est une société cotée sur NYSE-EURONEX PARIS, Compartiment C.

1- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Nouveau Conseil d'Administration et nouvelle Direction Générale

Au terme de l'Assemblée générale du 27/02/2009, Mme Chantal ROSSI-DUFEUTRELLE, demeurant Place Maréchal Lyautey à Lyon (69), et M. Patrick BELLIN, demeurant rue du château à Rueil (92), sont nommés administrateurs.

Au terme du Conseil d'administration du 06/03/09 :

- M. Philippe DUFEUTRELLE, demeurant Place Maréchal Lyautey à Lyon (69), est nommé Président du Conseil d'administration et Directeur Général de la société en remplacement de M.E.DELMAERE, révoqué,
- M. Philippe DUFEUTRELLE démissionne de ses fonctions de Directeur Général Délégué,
- M. Jean Luc ALZONNE démissionne de son mandat d'administrateur,
- M. Eric DELMAERE démissionne de son mandat d'administrateur.

Monsieur Eric DELMAERE, ancien P-DG, n'a plus aucune fonction dans la société

Augmentation de capital par la réalisation de BSPCE :

20 000 BSPCE sont exercés pendant l'exercice. L'augmentation de capital s'élève à 4.000,00 € et les primes d'émission s'élèvent à 2.400,00 €

Licenciement économique

Quatre salariés ont été licenciés dans le cadre du plan de licenciement économique présenté aux représentants du personnel le 2 février 2009.

2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Préambule

Suite à la fusion absorption de ses 2 filiales en 2007, CYBERDECK SA n'est plus tenue à l'établissement de comptes consolidés.

Les normes IFRS n'étant applicables qu'aux seuls comptes consolidés, les comptes sociaux de CYBERDECK SA sont établis selon le référentiel comptable applicable en France.

2.1.1 Référentiel comptable

Les comptes individuels ont été établis conformément aux textes applicables en France et notamment aux recommandations du règlement 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable.

La société CYBERDECK clôture ses comptes au 31 décembre.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu au regard des éléments suivants :

Un plan de trésorerie 2010 qui intègre trois entrées complémentaires de trésorerie, à savoir un crédit d'impôt recherche de 131 K€, une avance remboursable et une subvention les deux octroyées par OSEO pour un total 180 K€ qui devrait permettre, même si l'on applique une décote sur la prévision de chiffre d'affaires 2010 (calculée sur la moyenne entre 2007 et 2009 des réalisations de chiffre d'affaires par rapport

au budget) de disposer d'une trésorerie suffisante pour les 12 mois à venir à compter de la clôture de l'exercice

- Un abaissement du point mort par la réduction de charges salariales et de charges structurelles sur l'exercice 2010
- Une stratégie commerciale et financière déterminée et arrêtée en 2009 qui reste en cours de mise en œuvre et qui devrait déboucher sur la signature de nouveaux contrats commerciaux et la recapitalisation de la société par l'entrée de partenaires.

2.1.2 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

CYBERDECK SA procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données en annexes.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers. Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Les estimations sont notamment utilisées dans le cadre de la mise en œuvre des tests de dépréciation sur les fonds de commerce, de l'estimation des provisions (provisions pour clients douteux et pour risques).

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations ont été effectuées en fonction des éléments disponibles à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

2.2 Immobilisations incorporelles

Fonds de commerce :

Le poste fonds de commerce correspond essentiellement au mali technique généré par l'absorption par confusion de patrimoine de CYBERDECK DIRECT, ayant pris effet au 31 décembre 2007.

Le mali technique n'est pas amorti. Des tests de dépréciation sont réalisés à chaque date de clôture, conformément au règlement CRC n° 2002-10.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est égale à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable, et la valeur d'utilité qui correspond aux cash-flows prévisionnels actualisés sur une période déterminée, avec prise en compte d'une valeur terminale. Les calculs de cash-flows et d'actualisation sont effectués en application de la norme, sans prendre en compte la structure financière et l'effet d'impôt (compte tenu du niveau des reports déficitaires, il n'y a pas de différence entre les cash-flow avant et après impôt).

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes : taux d'actualisation de 12% (calculé à partir d'un taux sans risque, majoré d'une prime de risque qui tient compte notamment du secteur d'activité), horizon explicite retenu de 5 ans, prévisions de croissance de chiffres d'affaires sur 5 ans (2010 – 2014) de 31,7 % et valeur terminale déterminée en retenant une hypothèse de croissance à l'infini de zéro par prudence (la valeur terminale représente 64% de la valeur globale).

Au 31/12/2008, Les principales hypothèses retenues étaient les suivantes : taux d'actualisation de 12%, horizon explicite retenue de 5 ans, prévisions de croissance de chiffres d'affaires sur 5 ans (2009 – 2013) de 20,2 % et valeur terminale déterminée en retenant une hypothèse de croissance à l'infini de zéro par prudence (la valeur terminale représente 64% de la valeur globale).

Le fonds de commerce de CYBERDECK DIRECT étant devenu indissociable de celui de CYBERDECK SA, les tests de dépréciation du mali technique sont réalisés au niveau des prévisions de trésorerie de l'entité CYBERDECK SA.

Frais de développement :

Les frais de recherche et développement sont immédiatement constatés en charges.

Autres immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'achat pour les logiciels achetés. Elles incluent également des éléments issus d'un apport en nature effectué par les fondateurs à la création de la société Cyberdeck.

Les logiciels achetés par l'entreprise sont amortis sur une durée d'un an.

Les procédés et marques issus de l'apport en nature des fondateurs sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition + frais accessoires pour celles acquises par l'entreprise et à leur coût de revient pour celles produites par l'entreprise.

Elles incluent également des éléments issus de l'apport en nature effectué par les fondateurs à la création de la société Cyberdeck.

Les éléments de l'actif immobilisé corporel font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens et selon le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisation retenues sont :

	Durée	Mode
Agencements et installations	10 ans	Linéaire
Bornes et écrans produits	4 ans	Linéaire
Moules et matrices	3 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel informatique de bureau	3 à 4 ans	Linéaire
Matériel loué (Parc Locatif)	2 ans	Linéaire

Les modes et durées d'amortissement sont revus à chaque clôture, le cas échéant, lorsque l'impact est significatif.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Compte tenu de la nature des actifs, la mise en œuvre de la méthode par les composants n'a pas d'impact significatif.

2.4 Immobilisations financières

CYBERDECK SA ne détient pas de participations.

2.5- Stocks

L'essentiel du stock est lié aux matières et autres approvisionnements, qui sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode FIFO. Le stock net de produits finis est peu significatif, les bornes étant livrées dès leur fabrication. Les produits finis et semi-finis sont valorisés au prix de revient.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur nette de réalisation. La valeur de réalisation correspond au prix de vente estimé, net des coûts restant à engager, dans le cas de produits destinés à être vendus. Dans le cas de produits non destinés à être vendus, une provision pour dépréciation est constatée en fonction d'indices de pertes de valeur (ex : taux de rotation, obsolescence,...).

2.6- Créances et dettes

Le chiffre d'affaires est constaté lorsque l'essentiel des risques et avantages est transféré au client, lorsque les montants des revenus et des coûts associés peuvent être déterminés de manière fiable, et que les avantages économiques associés à la transaction iront à la société.

En pratique :

- les ventes de solutions incluent les ventes de bornes, les logiciels y afférents, l'installation, la maintenance, et le cas échéant, d'autres prestations comme les abonnements à des bases de données :
 - *les ventes de bornes et de logiciels sont constatées en produits lors de la livraison, dans le cas d'installations simples, ou lors de la signature du procès-verbal de recettes, dans le cadre de bornes nécessitant des installations complexes,*
 - *les prestations de maintenance et les abonnements sont constatés en produits linéairement sur la durée du contrat.*
- les autres prestations de services sont constatées à l'avancement, lorsque les critères de la norme sont respectés (évaluation fiable du produit, de la marge, de l'avancement).

Un produit différé est constaté lorsque le chiffre d'affaires est facturé de manière anticipée par rapport à la réalisation des services. Cela concerne essentiellement les contrats de maintenance, facturés d'avance.

Les créances clients sont constatées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, qui est en pratique égale à leur valeur nominale.

Les créances d'exploitation font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de règlement attendus estimés à la clôture de l'exercice sont inférieurs à la valeur comptable. L'analyse du risque client est réalisée au cas par cas, en tenant compte de critères tels que la situation financière du client, l'ancienneté de la créance, ou l'existence d'un litige.

Les créances cédées dans le cadre de transactions de financement (ex : factor,...) pour lesquelles la société conserve un risque sont maintenues au compte client. Une information est donnée en annexe sur le montant des créances cédées à la clôture.

2.7- Disponibilités et valeurs mobilières de placement

La rubrique «trésorerie ou équivalents de trésorerie» comprend essentiellement des disponibilités et des valeurs mobilières de placement négociables à très court terme (moins de 3 mois) et ne présentant pas de risques (ex : fonds monétaires euros).

2.8- Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée, conformément au règlement CRC 00-06, lorsque :

- la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du groupe,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions au 31 décembre 2009 concernent essentiellement des litiges commerciaux.

Une information est donnée en annexe sur les actifs et passifs éventuels, si l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

2.9- Chiffre d'affaires

CYBERDECK SA donne pour information en annexe la ventilation du chiffre d'affaires en distinguant les ventes de solutions, les services associés et les autres prestations.

Pour information, CYBERDECK SA a :

- **un seul secteur d'activité** (les solutions de bornes interactives). En effet, les lignes de produits présentent des caractéristiques similaires en matière de technologies, production, nature de produits, environnement réglementaire. L'organisation du groupe est le reflet de cette situation, dans la mesure où l'organisation est commune aux lignes de produits, à l'exception de certains commerciaux distincts.

- **un seul secteur géographique**, la France, car la part export est inférieure à 5% en termes de contribution de CA, d'actifs et de résultats du groupe.

2.10- Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et charges qui, par leur nature, ne relèvent pas des activités courantes de la société.

2.11- Indemnités de départ à la retraite

Les coûts relatifs aux départs à la retraite des salariés de l'entreprise n'ont pas été constatés en raison de leur caractère non significatif, eu égard à l'âge moyen du personnel et de la société.

Une estimation des indemnités est donnée en annexe sur le montant des engagements à la date de clôture.

2.12- Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux est présenté conformément à la nouvelle méthodologie, et intègre notamment les nouvelles règles suivantes :

- les plus et moins values sont présentées pour leur montant net d'impôt, lorsque la société constate un impôt,
- les provisions sur actifs circulants sont constatées au niveau de la variation des flux d'exploitation du besoin en fonds de roulement, et sont rattachées aux postes d'actifs correspondants (stocks, clients, autres créances, valeurs mobilières de placement).

La société a présenté au niveau des flux d'exploitation du besoin en fonds de roulement les variations des provisions pour risques liées aux litiges fournisseurs. Les autres variations des provisions pour risques et charges ont été prises en compte au niveau de la capacité d'autofinancement.

Les flux liés aux augmentations de capital correspondent aux sommes effectivement encaissées par la société.

2.13- Impôts

Néant

3- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se détaillent comme suit :

Valeur brute des immobilisations incorporelles	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09
Logiciels	124	2	11	115
Marques	24			24
Concessions, brevets et droits similaires	148	2	11	139
Fonds commerciaux	3 183			3 183
Total	3 332	2	11	3 322

Amortissements Dépréciation des immobilisations incorporelles	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09
Logiciels	102	16	11	107
Marques	24			24
Concessions, brevets et droits similaires	126	16	11	131
Fonds commerciaux	876		292	584
Total	1 002	16	403	715

La mise en œuvre des tests de dépréciation (note 2.2) a conduit à constater en 2008 une dépréciation de 762 k€ sur le fonds de commerce de 3 069 K€ (mali technique lié à l'absorption de Cyberdeck Direct en 2007). En 2009, l'application de cette méthode a conduit à constater une reprise de provision de 292 k€. Les provisions pour dépréciation cumulées sur les immobilisations incorporelles s'élèvent à 561 K€ au 31 décembre 2009.

4- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

Valeur brute des immobilisations corporelles	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09
Autres Installations techniques et outillages	5			5
Total Installations techniques, matériels et outillages	5	0	0	5
Autres immobilisations corporelles	382	16	84	314
Immobilisations corporelles en cours				
Total	387	16	84	319

La diminution est essentiellement liée à des immobilisations mises au rebut, totalement amorties.

Dépréciation des immobilisations corporelles	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09
Autres Installations techniques et outillages	5			5
Total Installations techniques, matériels et outillages	5	0	0	5
Autres immobilisations corporelles	267	65	75	257
Total	272	65	75	262

5- IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Valeurs brutes	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09
Titres de participation				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	34	3		37
Total	34	3	0	37
Provisions				
Total	0	0	0	0

Au 31 décembre 2009, les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts et cautionnements versés

6- STOCKS ET EN-COURS

Valeurs brutes	31/12/09	31/12/08
Matières premières et approvisionnements	253	317
En-cours	0	0
Produits intermédiaires et finis	120	109
Marchandises	0	51
Total	372	477
Provisions		
Matières premières et approvisionnements	-93	-60
Produits intermédiaires et finis	-64	-56
Marchandises	0	-19
Total	-157	-135

Il n'existe pas de garanties données sur les stocks.

7 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Clients et comptes rattachés	31/12/09	31/12/08
Créances clients	867	632
Provisions	-62	-67
Valeur nette	805	565

Toutes les créances clients sont à moins d'un an.

La totalité des créances est couverte par une clause de réserve de propriété.

Les créances cédées dans le cadre du contrat de factoring sont constatées dans un compte spécifique en compte clients pour la part correspondant à la valeur nominale de la créance. Les avances reçues sont constatées en dettes financières dans un compte spécifique de concours bancaire courant et les retenues de garanties et réserves de financement en autres créances. Les comptes spécifiques sont soldés lors des règlements clients.

Le total des créances cédées au 31 décembre 2009 s'élève à 163 k€ (contre 289 k€ en 2008) et les retenues de garanties s'élèvent à 19 k€ contre 83 k€ en 2008 (cf. note 8).

Pour information, le montant des créances échues et non provisionnées s'élève à 493 k€.

L'impact des clients douteux au compte de résultat (dotations nettes majorées des créances irrécupérables) représente 0,30 % du CA en 2009 (perte) contre 0.03% en 2008 (perte).

8- AUTRES CREANCES

Les autres créances se décomposent de la façon suivante :

Autres créances	31/12/09	31/12/08
Avoirs à recevoir	0	1
Avances permanentes au personnel	4	5
Crédit d'impôt recherche	131	190
Crédit Formation	0	0
Taxe sur la valeur ajoutée	19	32
Autres Créances Fiscales (à + 1an)	20	0
Retenue de garantie et réserves de financement	19	83
Débiteurs Divers	118	0
Total	311	311

Les autres créances ont une échéance inférieure à 1 an, sauf pour les autres créances fiscales.

Aucune des autres créances n'est représentée par des effets de commerce.

9- COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Ils sont uniquement constitués de charges et produits constatés d'avance.

Les produits constatés d'avance sont liés aux contrats de maintenance facturés d'avance et étalés sur la durée de contrats.

Les charges constatées d'avance sont principalement liées aux loyers et aux abonnements de bases de données.

10- VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

Les valeurs mobilières de placement se décomposent en valeur brute comme suit :

Valeurs mobilières de placement en k€	31/12/09	31/12/08
SICAV de trésorerie	0	0
Disponibilités	80	307

11- CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2009, le capital social de la société est composé de 24.283.898 titres d'un nominal de 0,20€, contre 24.263.898 en décembre 2008 d'un nominal de 0,20€.

Le tableau des mouvements des capitaux propres se présente comme suit :

Tableau de variation des capitaux propres	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total
31 décembre 2007	4 797	5 683	(7 413)	129	3 196
Affectation du résultat 2007			129	(129)	0
Souscription de BCE	15				15
Prime d'émission sur BCE		10			10
Actions gratuites	40	(40)			0
Résultat 2008				(1 251)	(1 251)
31 décembre 2008	4 853	5 653	(7 284)	(1 251)	1 970
Affectation du résultat 2008			(1 251)	1 251	0
Souscription de BCE	4				4
Prime d'émission sur BCE		2			2
Actions gratuites	0	0			0
Résultat 2009				(125)	(125)
31 décembre 2009	4 857	5 655	(8 535)	(125)	1 851

Bons de créateurs d'entreprise :

Les plans de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprise se détaillent comme suit, au 31/12/09 :

Plan	Date de mise en place	Nb de BSPCE attribués à l'origine	Nb de BSPCE exerçables à compter du 31/12/09	Equivalent en nombre d'actions	Prix d'exercice par action	Date limite d'exercice
Plan BCE 8	22/12/2005	2 012 700	585 700	585 700	0,32 €	21/12/2010
Plan BCE 11	14/06/2007	158 090	23 000	23 000	0,38 €	14/06/2012

Les mouvements intervenus au cours de l'année 2009 sont détaillés ci-après :

Plan	Exercés		Annulés	
	BCE	Actions	BCE	Actions
Plan 8 (1)	20 000	20 000	30 500	30 500
Plan 11	0	0	0	0
Total	20 000	20 000	30 500	30 500

(1) Il s'agit de régularisation en 2009 de mouvements de 2006 à 2008.

Attribution d'actions gratuites

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place en 2005 et 2006 .

Plan	Nbre d'actions gratuites attribuées	Nbre d'actions gratuites attribuées définitivement	Date d'acquisition définitive	Date de cession possible
Plan 2	200 000	200 000	10/11/2008	10/11/2010
Plan 3	110 000	0	18/01/2010	18/01/2012

Incidence des actions potentielles sur le nombre d'actions :

L'impact sur le capital lié à l'exercice de ces bons et à la création des actions gratuites correspondant est égal à 2.9 % du capital de la société en 2009 contre 3.0 % en 2008.

12- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques et charges	31/12/08	Augment.	Dimin.	31/12/09	Charges supportées
Total	106	417	99	424	25
<i>dont dotation exploitation</i>	72	346	65	353	25
<i>dont dotation exceptionnelle</i>	34	71	34	71	0

Les provisions concernent des litiges commerciaux.

Il n'existe pas à la connaissance de la direction de passifs éventuels significatifs au 31 décembre 2009.

13- DETTES FINANCIERES

Dettes financières	31/12/09	31/12/08
Compte courant d'associés	0	8
Avances d'affacturage	163	289
Concours bancaires	1	7

14- PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER

Produits à recevoir	31/12/09	31/12/08
Factures à établir (clients)	27	18
Charges à payer	31/12/09	31/12/08
Factures non parvenues (fournisseurs)	82	78
Charges de personnel à payer	78	89
Charges sociales et fiscales à payer	68	110
Total	228	277

15- ECHEANCIER DES DETTES

Echéancier	Montants à -1 an	Montants à + 1 an et à - 5 ans	Montants à + 5 ans	Total
Groupe et associés	0			0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	164			164
Emprunts et dettes diverses	201	273		474
Fournisseurs et comptes rattachés	445			445
Dettes fiscales et sociales	214			214
Autres dettes	157			157

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0			0
Total	1 181	273		1 454

16- PRODUITS D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires s'établit à 2 637 k€ en 2009, contre 4 002 k€ en 2008.

Il se détaille comme suit :

Chiffres d'affaires	31/12/09	31/12/08
Ventes de solutions et produits stockés	1 569	2 986
Services associés aux solutions	1 005	849
Autres	63	167
Total	2 637	4 002

Le chiffre d'affaires des services associés aux ventes de solutions est lié aux prestations de maintenance et d'installation.

Le chiffre d'affaires, les actifs et le résultat sont essentiellement localisés en France.

17- DOTATIONS D'EXPLOITATION

Le poste dotations aux provisions et amortissements se détaille comme suit :

Dotations d'exploitation	31/12/09	31/12/08
Dotations d'exploitation sur actif immobilisé	81	67
Dotations sur actif circulant	34	59
Dotations aux provisions pour risques	378	61
Total	493	187

18- RESULTAT FINANCIER

Non significatif

19- RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le détail des principaux éléments est repris dans le tableau ci-dessous.

Résultat exceptionnel	charges	produits	dotations	reprises	Incidence nette
Résultat de cession immob.	-9	1			-8
Dépréciation Mali de fusion (Fonds de Commerce)				292	292
Autres	-33	0	-52	58	-27
Total	-42	1	-52	350	258

20- IMPÔTS

La société étant en perte fiscale, il n'y a pas lieu à ventilation de l'impôt entre la partie imputable au résultat exceptionnel et celle imputable aux autres éléments.

Le tableau des déficits reportables est donné ci-après (en k€) :

Déficit reportable	2009
Déficits antérieurs	27 891
Déficit de l'exercice	585
Autres différences temporaires	
Total	28 476

Situation fiscale latente (hors incidence des déficits fiscaux reportables) :

	31/12/09	31/12/08
Charges non déductibles fiscalement	4	6
Provisions non déductibles fiscalement		34
Total	4	40

Incidence fiscale des évaluations dérogatoires sur le résultat net et les amortissements dérogatoires :

Néant.

21 - EFFECTIFS

Au 31 décembre 2009, l'effectif permanent est constitué de 24 personnes.

L'effectif comparé en fin de période se répartit de la façon suivante :

Effectif	31/12/09	31/12/08
Cadres	9	12
Techniciens-Agents de maîtrise- Employés	15	20
Total	24	32

L'effectif moyen sur la période est de 27 salariés.

22- REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant des rémunérations brutes versées aux organes d'Administration et de Direction de la société durant l'exercice s'élève à 113 k€ contre 218 k€ en 2008.

Les organes d'administration et de direction ne bénéficient d'aucun autre avantage particulier en matière de pensions, indemnités ou avances et crédits.

23- ENGAGEMENTS HORS BILAN

23.1 Engagements commerciaux, garanties et autres engagements donnés

Engagements donnés	Commentaires
Cautions et nantissements	Néant
Engagements de crédit-baux	Néant
Engagements d'achats irrévocables	Néant
Engagements de retraite	Estimés à 6 k€ au 31/12/09
Clauses de earn-out	Néant
Créances cédées non échues (Affacturage)	163 k€ compris dans le poste Clients et comptes rattachés
Autres engagements commerciaux	Néant

23.2 Instruments financiers dérivés

Néant.

23.3 Gestion des Risques

Risques de marché :

Risques de change et de taux:

Il n'existe aucun risque significatif de change ni de taux 31 décembre 2009.

Risques actions

Néant

Risque de crédit et de contrepartie :

La société n'est pas exposé à un risque de crédit et de contrepartie significatif. La valeur nette comptable des créances reflète la juste valeur des flux nets à recevoir. L'impact des dépréciations nettes sur les créances clients est donné en note 7.

23.3 Engagements reçus

Néant

24. INFORMATION SECTORIELLE

Le chiffre d'affaires, les actifs et le résultat d'exploitation de la société sont entièrement localisés en France.

La société n'a qu'un seul secteur d'activité.

En effet, les lignes de produits présentent des caractéristiques similaires en matière de technologies, production, nature de produits, environnement réglementaire.

25. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le montant des frais de recherche et développement constatés en charges de l'exercice s'élève à 348 k€ en 2009 contre 111 k€ en 2008.

26. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Néant

27. INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Néant

28. EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Néant

29. IDENTITE DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE

CYBERDECK SA n'est pas intégrée dans la consolidation d'un groupe à un niveau supérieur.

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LES COMPTES
de l'exercice clos le 31 décembre 2009**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, en exécution des prescriptions légales, pour vous rendre compte de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Nous allons soumettre à votre approbation les comptes annuels de la société dudit exercice et la proposition d'affectation de ses résultats.

Nous vous informerons enfin des premiers résultats de l'exercice et des perspectives de notre société à moyen et long terme.

RAPPORT SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Activité :

- Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'établit à 2 637 k€, soit une baisse de 34,1% par rapport à l'exercice 2008.

En k€	2009	2008
T1	616	1 273
T2	525	749
T3	431	694
T4	1 065	1 286
TOTAL	2 637	4 002

- ***Nonobstant la baisse significative au 1^{er} trimestre et la sobriété de l'activité au 2^{ème} trimestre, des signes encourageants des actions commerciales et de gestion engagées voient le jour en fin d'année.***
- ***La poursuite des efforts de réduction des coûts et d'une gestion prudente avec la mise en œuvre d'un système de workflow qui optimise les processus administratif et technique, allié au plan de recentrage entamé au début d'année, continue à produire des effets bénéfiques.***
- ***L'attribution du marché Visioguichet d'un ministère marque le développement d'une nouvelle offre à forte valeur ajoutée logicielle.***

Nouveau Conseil d'Administration et nouvelle Direction Générale

Mme Chantal ROSSI-DUFEUTRELLE et M. Patrick BELLIN sont nommés administrateurs par l'Assemblée générale du 27/02/2009.

Le Conseil d'administration du 06/03/09 nomme M. Philippe DUFEUTRELLE Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la société suite à la révocation de M. Eric DELMAERE.

MM. Eric DELMAERE et Jean Luc ALZONNE démissionnent de leurs mandats d'administrateur.

Augmentation de capital par la réalisation de BSPCE :

20 000 BSPCE sont exercés pendant l'exercice. L'augmentation de capital s'élève à 4.000,00 € et les primes d'émission s'élèvent à 2.400,00 €

Licenciement économique

Quatre salariés ont été licenciés dans le cadre du plan de licenciement économique présenté aux représentants du personnel le 2 février 2009.

CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu au regard des éléments suivants :

Un plan de trésorerie 2010 qui intègre trois entrées complémentaires de trésorerie, à savoir un crédit d'impôt recherche de 131 K€, une avance remboursable et une subvention les deux octroyées par OSEO pour un total 180 K€ qui devrait permettre, même si l'on applique une décote sur la prévision de chiffre d'affaires 2010 (calculée sur la moyenne entre 2007 et 2009 des réalisations de chiffre d'affaires par rapport au budget) de disposer d'une trésorerie suffisante pour les 12 mois à venir à compter de la clôture de l'exercice. Un abaissement du point mort par la réduction de charges salariales et de charges structurelles sur l'exercice 2010.

Une stratégie commerciale et financière déterminée et arrêtée en 2009 qui reste en cours de mise en œuvre et qui devrait déboucher sur la signature de nouveaux contrats commerciaux et la recapitalisation de la société par l'entrée de partenaires.

Compte tenu des perspectives d'activité 2010, la société devrait connaître une activité plus favorable lui permettant d'honorer ses dettes et de consolider sa structure financière.

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE (COMPTES CONSOLIDÉS)

Comme indiqué en note 2 de l'annexe des comptes sociaux 2009, CYBERDECK SA n'est plus tenue à l'obligation d'établir ses comptes consolidés en normes IFRS.

Suite à la fusion de ses 2 filiales en décembre 2007, CYBERDECK SA n'est plus tenue à l'établissement de comptes consolidés.

Les comptes 2009 sont directement comparables aux comptes 2008.

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE (COMPTES SOCIAUX).

EVOLUTION DES AFFAIRES, RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE

Le recul observé par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par la baisse d'activité observée aux premiers et deuxième trimestres. Le quatrième trimestre a marqué le retour à un volume d'activité plus normal en dépit d'une situation économique mondiale dégradée.

La société entend bien mettre en œuvre les mesures nécessaires pour retrouver la croissance observée sur l'exercice 2007.

Si le manque de visibilité lié à la crise économique rend prudent sur toute projection fiable de croissance, la mise en œuvre d'importantes mesures de restructuration et d'organisation par la nouvelle équipe de direction devrait faire de 2009 une année de transition en faveur de la profitabilité.

CYBERDECK se positionne actuellement sur des affaires significatives en cours d'Appel d'Offre ou de négociation. L'état d'avancement des négociations et les actions concrètes telles que la réalisation de projets pilotes incluant matériels et développements logiciels reflètent des échanges positifs.

RESULTAT DE LA SOCIÉTÉ

Le **chiffre d'affaires** de la société s'établit à 2 637 k€ en 2009 contre 4 002 k€ en 2008.

Il a été réalisé en totalité au titre de l'activité borne interactive.

Compte-tenu des éléments explicatifs ci-dessus (cf.§1.4.1), le résultat d'exploitation s'établit à (513) k€ contre (450) k€ en 2008.

Le **résultat financier** s'élève à (1) k€ contre (12) k€ en 2008.

Le résultat exceptionnel s'élève à 258 k€, contre (790) k€ en 2008. Il intègre principalement la reprise de provision pour dépréciation du mali technique de 292 K€ contre une dépréciation de 762 k€ en 2008.

Le **résultat net** de la société s'élève en 2009 à -125 k€, contre -1 251 k€ en 2008.

BILAN DE LA SOCIETE CYBERDECK

L'actif immobilisé net **est de 2 701 k€ en 2009, contre 2 479 k€ en 2008.**

Les capitaux propres de Cyberdeck, à 1 851 k€ contre 1 970 k€ en 2008, évoluent avec le résultat de l'exercice.

Les **provisions pour risques et charges** évoluent principalement sous l'effet de provisions d'exploitation à hauteur de 424 k€

En 2009 les **stocks** s'élèvent en valeur nette à 215 k€ contre 342 k€ en 2008.

La trésorerie nette de la société s'élève au 31 décembre 2009 à (84) k€ contre 11 k€ en 2008. Ce montant comprend l'avance du Factor à hauteur de 164 k€ en 2009 contre 296 k€ en 2008.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Pour les exercices comptables ouverts à compter du 1er janvier 2009, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport annuel de gestion la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date échéance (Art.L441-6-1 et D441-4 du code de commerce).

Toutefois, pour le présent rapport établi en 2010 et relatif à l'exercice 2009, ne figure que le solde des dettes du seul exercice 2009 (l'entrée en vigueur du présent dispositif ayant été fixée au 1^{er} janvier 2009 et la loi n'étant pas rétroactive).

Dettes fournisseurs au 31/12/2009 : 445k €
Factures à 30 jours : 156 k€
Factures à 60 jours : 126 k€
Factures > à 60 jrs : 163 k€

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS APRES LA CLOTURE

Au terme du Conseil d'Administration du 29 janvier 2010, 110 000 actions sont attribuées définitivement à Monsieur Philippe DUFEUTRELLE. 10 % de ces actions ne pourront pas être cédées avant le terme de ses fonctions.

Trois salariés ont été licenciés dans le cadre du plan de licenciement économique présenté aux représentants du personnel le 26 février 2010.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVE

CYBERDECK se positionne sur deux offres produits à forte valeur ajoutée : Les solutions Visioguichet et les offres ILV (Information sur le lieu de vente).

Ces deux offres ont fait l'objet d'actions de Recherche et développement très importantes durant le second semestre 2009.

Par ailleurs, trois secteurs sont ciblés par CYBERDECK sur 2010 et 2011 :

- La santé avec les terminaux « Patient »,

- La grande distribution avec les solutions ILV, géolocalisation et agrandissement virtuel des linéaires,
- Les services qui constituent également une source de profits importants dans l'installation, l'intégration et la maintenance de systèmes interactifs communicants.

L'offre Intranet CYBERDECK, reconnue par la clientèle, est dans un schéma de croissance.

PRISES DE PARTICIPATIONS ET DE CONTROLE

Néant.

ACTIVITE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le montant des frais de recherche et développement constaté en charges de l'exercice s'élève à 348 k€ en 2009, contre 111 k€ en 2008.

Les efforts de R&D ont été principalement portés sur le développement de nouvelles solutions citées ci-avant.

RISQUES

RISQUES DE MARCHE :

- Risque de change

Il n'existe aucun risque de change au 31 décembre 2009.

- Risque actions et placement

Néant.

- Risque de taux

La société n'est exposée à aucun risque de taux.

RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES :

Il n'existe pas de risque réglementaire ou juridique particulier au 31 décembre 2009, autres que ceux ayant fait l'objet d'une provision.

RISQUES LIES AUX CLIENTS ET AUX FINANCEMENTS DES ACTIFS D'EXPLOITATION :

Les litiges avec les clients ont été constatés en provisions pour dépréciation des créances douteuses.

La nouvelle stratégie de CYBERDECK, plus axée sur les grands groupes industriels et tertiaires ainsi que sur les administrations cherchant de la compétence et de l'innovation pour la réussite de leurs projets, permet de limiter les risques financiers de la société.

RISQUES LIES AUX FOURNISSEURS :

Il n'existe aucun risque particulier lié à la nature ou à l'importance relative des fournisseurs.

RISQUES DE LIQUIDITES :

Compte tenu du contexte économique global, et en particulier le niveau de Chiffre d'Affaires du premier trimestre 2010, CYBERDECK veille à la préservation de sa trésorerie disponible (report des dettes sociales et fiscales, optimisation de la dette fournisseurs).

Il n'existe pas de clauses de défaut.

RISQUES PAYS :

Le chiffre d'affaires, les actifs et le résultat d'exploitation de la société étant quasi-intégralement localisés en France, la société n'est exposée à aucun risque pays.

RISQUES TECHNOLOGIQUES :

Les technologies utilisées, que ce soit pour les composants matériels ou logiciels, sont des standards du marché produits par des sociétés reconnues pour leur fiabilité.

Chaque borne livrée fait l'objet d'un double contrôle qualité, l'un est réalisé par le service qui a produit la borne (service production ou le sous-traitant), l'autre par le service qui est en charge de l'installation. Des procédures de contrôle ont été rédigées à cette intention.

Le service Clients gère les installations avec le service après-vente assurant ainsi un meilleur suivi du client.

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements hors-bilan ont été mentionnés dans l'annexe. Il n'existe pas de transaction particulière susceptible de présenter un risque pour la société, qui ne soit pas provisionnée.

CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1.1.2 - *Emploi*

L'effectif moyen de la société a diminué sur 2009.

Un plan de licenciement économique a été mis en place en février 2009 (cf. chapitre 2 supra) et les départs d'administratifs n'ont pas été remplacés.

Les surcroûts temporaires d'activité liés aux effets de saisonnalité sont gérés par des recours à la sous-traitance dans le domaine des installations et du SAV.

La politique de la société en terme d'emploi pour 2010 est liée à l'évolution de son activité et de la conjoncture économique dans le cadre d'un contrôle stricte de la masse salariale.

La société dispose cependant de l'effectif lui permettant de mener à bien ses objectifs de croissance et de rentabilité.

1.1.1.3 - *Rémunération*

La masse salariale a diminué de 23,5% en 2009 par rapport à 2008. Cette diminution est liée essentiellement à la baisse de l'effectif moyen.

1.1.1.4 - *Formation*

Les dépenses de formation visent au maintien et à l'amélioration des connaissances techniques des collaborateurs.

1.1.1.5 - Sous-traitance

La sous-traitance concerne de manière habituelle, les activités de fabrication.
Les gros volumes sont sous-traités, tandis que les petites séries sont réalisées en interne.

CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

L'activité ne présente pas de risques ni conséquences significatives en matière environnementale.

RAPPORT JURIDIQUE

APPROBATION DES COMPTES ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un déficit de 125 477,13 € et d'approuver son affectation en report à nouveau.

Après affectation, le report à nouveau s'établirait ainsi à (8 661 259,71) €

Nous vous rappelons que l'assemblée générale statuant sur les comptes 2008 a constaté que les capitaux propres étaient devenus inférieurs à la moitié du capital social. L'Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée les 29 juin et 6 juillet 2009. Faute d'atteindre le quorum, ces AGE n'ont pas pu se tenir.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Nous vous signalons conformément aux dispositions de l'article 233 quater et quinques du CGI que les comptes de l'exercice n'intègrent aucun montant dont la déductibilité n'est pas admise par l'Administration Fiscale en vertu des articles 39-4 et 39-5 du CGI.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Au 31 décembre 2009, le capital et les droits de vote se répartissent comme suit

Actionnaires	Nbre d'actions	% de détention	Nbre de dts de vote double	Nbre total de dts de vote	% des dts de vote
P. Dufeutrelle	200 001	0.82%	1	200 002	0.82%
P. Bellin	1	0.00%	0	1	0.00%
C. ROSSI-Dufeutrelle	1	0.00%	0	1	0.00%
Total dirigeants	200 003	0.82%	1	200 004	0.82%
M. Costaz	72 500	0.30%	0	72 500	0.30%
E. Appelgren	50 000	0.21%	0	50 000	0.21%
P. Torres	17 500	0.07%	0	17 500	0.07%
Total salariés au nominatif	140 000	0.58%	0	140 000	0.58%
K. Amari	3 078	0.01%	3 078	6 156	0.03%
G. Dourlens	1 000	0.00%	0	1 000	0.00%
S. Kroutinsky	102	0.00%	102	204	0.00%
C. Brouste	18	0.00%	18	36	0.00%
J. Point	10	0.00%	10	20	0.00%
C. Lagarrigue	120	0.00%	100	220	0.00%
A. Bideau	1	0.00%	1	2	0.00%
J.-P. Gitenay	1	0.00%	1	2	0.00%

Philippe Santini	1	0.00%	1	2	0.00%
JL & V. Alzonne	1	0.00%	1	2	0.00%
Total autres actionnaires au nominatif	4 332	0.02%	3 312	7 644	0.03%
Total actionnaires financiers	0	0.00%	0	0	0.00%
Casalva (1)	2 275 107	9.37%	0	2 275 107	9.37%
Actionnaires au porteur	21 664 456	89.21%	0	21 664 456	89.20%
Total Public	23 939 563	98.58%	0	23 939 563	98.57%
Titres en autodétention	0	0.00%	0	0	0.00%
Total	24 283 898	100.00%	3 313	24 287 211	100.00%

(1) La Société n'a reçu aucune information relative à cet actionnaire depuis la déclaration de franchissement de seuil du 26 juillet 2006. Ce nombre d'actions apparaissait sur l'étude sur les titres au porteur identifiable, reflétant l'actionnariat de la société au 25/05/07.

Au 31 décembre 2009, Il n'existe pas de participation au capital des salariés au titre de Plans d'épargne d'entreprise ou de Fonds Communs de Placement d'Entreprise.

Il n'existe pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions. La société n'a pas connaissance de conventions prévoyant de telles restrictions en application de l'article L.233-11 du code du commerce.

Il n'existe pas de détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux, autres que les droits de vote double, conférés par l'article 13 des statuts à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Ce droit est également conféré dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficiera de ce droit.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'accord entre actionnaires et qui puissent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

Il n'existe pas d'accord conclu par la société qui pourrait être modifié ou prendre fin en cas de changement de contrôle de la société.

Le quorum n'ayant pas été atteint dans les Assemblées Générales Extraordinaires, aucune des délégations sollicitées pour une augmentation de capital n'a pu être votée.

FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Aucun franchissement de seuil en 2009 n'a été porté à la connaissance de la société.

TITRES D'AUTOCONTROLE

Néant

BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS ET ACTIONS GRATUITES

En 2009, aucun plan de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprise n'a été mis en place.

Bons de créateurs d'entreprise :

Les plans de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprise se détaillent comme suit, au 31/12/09 :

Plan	Date de mise en place	Nb de BSPCE attribués à l'origine	Nb de BSPE exerçables à compter du 31/12/09	Equivalent en nombre d'actions	Prix d'exercice par action	Date limite d'exercice
Plan BCE 8	22/12/2005	2 012 700	585 700	585 700	0.32 €	21/12/2010
Plan BCE 11	14/06/2007	158 090	23 000	23 000	0.38 €	14/06/2012
Total		2 905 790	659 200	659 200		

Attribution d'actions gratuites

Plan	Date de mise en place	Nbre d'actions gratuites attribuées	Nbre d'actions gratuites acquises	Date d'acquisition définitive	Date de cession possible
Plan 2	10/11/06	200 000	200 000	10/11/2008	10/11/2010
Plan 3	18/01/08	110 000	0	18/01/2010	18/01/2012

Incidence des actions potentielles sur le nombre d'actions :

L'impact sur le capital lié à l'exercice de ces bons et à la création des actions gratuites correspondant est égal à 2,9 % du capital de la société au 31/12/09, contre 3,0 % en 2008.

Actions propres :

Aucune action propre n'est détenue au 31.12.2009.

OPERATIONS REALISEES EN 2009 PAR LES DIRIGEANTS ET PERSONNES ASSIMILEES

Nom et prénom	Fonction	Nature de l'opération	Date de l'opération	Prix Unitaire	Montant de l'opération
DUFEUTRELLE Philippe	P-DG	Cession	22/09/09	0,19 €	1 481,66 €
ROSSI-DUFEUTRELLE Chantal	Administrateur	Cession	21/09/09	0,16 €	22 148,40 €
ROSSI-DUFEUTRELLE Chantal	Administrateur	Cession	22/09/09	0,19 €	516,79 €

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par chacun des mandataires sociaux.

M. Philippe DUFEUTRELLE

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Cyberdeck SA depuis le 6 mars 2009
Directeur Général Délégué de Cyberdeck SA jusqu'au 6 mars 2009

M. Chantal ROSSI-DUFEUTRELLE

Administrateur de Cyberdeck SA depuis le 27 février 2009

M. Patrick BELLIN

Administrateur de Cyberdeck SA depuis le 27 février 2009
Gérant de la SARL T & C CONSEIL à Paris

M. Jean Luc ALZONNE

Administrateur de Cyberdeck SA. jusqu'au 6 mars 2009.

M. Eric DELMAERE

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Cyberdeck SA jusqu'au 6 mars 2009

NOMINATION ET RENOUELEMENT DES ADMINISTRATEURS

La durée des fonctions des administrateurs nommés en cours de vie sociale est de six années. Les fonctions expirent à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Tout administrateur sortant est rééligible.

REMUNERATIONS ET AVANTAGES REÇUS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social.

Mandataire social et administrateurs	Rémunération totale et avantages		Autres avantages		Dont versée par les sociétés contrôlées
	Fixe	Prime variable sur objectifs N-1	Nombre BCE attribués	Nombre Actions gratuites attribuées	
M. Eric DELMAERE	17 k€	Néant	Néant	Néant	Néant
M. Philippe DUFEUTRELLE	96 k€	Néant	Néant	Néant	Néant
M. Jean-Luc ALZONNE	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Mme Chantal ROSSI-DUFEUTRELLE	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
M. Patrick BELLIN	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas d'accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

DIRECTION DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-51-1 du Code de commerce et dans les conditions fixées par les statuts.

Le conseil d'administration a, dans sa séance du 15 septembre 2006, décidé de confier la direction générale de la Société Cyberdeck à Monsieur Eric DELMAERE, Président du conseil d'administration; Monsieur Philippe DUFEUTRELLE assurant les fonctions de Directeur général délégué.

Au terme de l'Assemblée générale du 27 février 2009 :

- Mme Chantal ROSSI-DUFEUTRELLE, demeurant Place Maréchal Lyautey à Lyon (69), et M. Patrick BELLIN, demeurant rue du château à Rueil (92), sont nommés administrateurs.

Au terme du Conseil d'administration du 6 mars 2009 :

- M. Philippe DUFEUTRELLE, demeurant Place Maréchal Lyautey à Lyon (69), est nommé Président du Conseil d'administration et Directeur Général de la société en remplacement de M. Eric DELMAERE,
- M. Philippe DUFEUTRELLE démissionne de ses fonctions de Directeur Général Délégué,
- M. Jean Luc ALZONNE démissionne de son mandat d'administrateur,
- M. Eric DELMAERE démissionne de son mandat d'administrateur.

Monsieur Eric DELMAERE n'a plus aucune fonction dans la société depuis le 6 mars 2009.

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Il n'y a eu aucune convention visée par l'article L225-38 conclue en 2008.

Seule une convention libre de « mission juridique » pour la période de avril à décembre 2009 relevant de l'article L 225-39 du Code de commerce, portant sur des opérations courantes et conclue à des conditions normales a été conclue entre Madame Rossi-Dufeutrelle et la Société Cyberdeck.

Conformément aux dispositions du présent article, cette convention a été communiquée par le Président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

PROGRAMME DE RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS ET AUTORISATION D'ANNULATION DES ACTIONS RACHETEES PAR VOIE DE REDUCTION DE CAPITAL

L'autorisation de programme de rachat, valable jusqu'au 31 décembre 2010, n'a pas été utilisée.

Aucune autorisation d'annulation des actions rachetées n'est en cours.

Il sera sollicité un nouveau programme de rachat d'actions à l'Assemblée générale ordinaire et d'annulation à l'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2010.

Votre Conseil vous invite, après lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

Le 24 mars 2010

ANNEXES

Annexe 1 - Résultats financiers des 5 derniers exercices

Annexe 2 - Tableau des délégations pour les augmentations de capital : Néant

Annexe 1 - RESULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIERS EXERCICES

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009
<u>I. Capital en fin d'exercice</u>					
a. Capital social	4 025 404	4 395 247	4 797 380	4 852 780	4 856 780
b. Nombre d'actions ordinaires existantes	20 127 020	21 976 235	23 986 898	24 263 898	24 283 898
c. Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d. Nombre maximal d'actions futures à créer :					
d1. Par conversion d'obligations					
d2. Par exercice de droits de souscription					
<u>II. Opérations et résultat de l'exercice</u>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	4 246 184	4 352 755	4 718 773	4 002 446	2 637 315
b. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	-2 435 510	-4 473 405	-244 626	-409 863	-132 571
c. Impôts sur les bénéfices (1)	-44 536	-32 541	-109 300	0	-131 438
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	-1 949 703	-4 502 161	128 862	-1 251 337	-125 477
f. Résultat distribué	-	-	-	-	-
<u>III. Résultat par action</u>					
a. Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et aux provisions	-0.12	-0.20	-0.01	-0.02	-0.00
b. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	-0.10	-0.20	0.01	-0.05	-0.01
c. Dividende attribué à chaque action	-	-	-	-	-
<u>IV. Personnel</u>					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	44	38	33	33	27
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	1 207 035	1 346 353	1 096 939	1 171 319	891 084
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	492 780	602 670	480 664	520 353	401 612

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

CYBERDECK

Société Anonyme
au capital de 4 852 780 €
7 Allée du Moulin Berger
69130 Ecully

Grant Thornton
Commissaire aux Comptes
42 avenue Georges Pompidou
69442 Lyon cedex 03

Union d'Etudes Comptables
Commissaire aux Comptes
14 rue de la Charité
69002 Lyon

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

le contrôle des comptes annuels de la société CYBERDECK SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
la justification de nos appréciations,
les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

• 1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous formulons une réserve sur le point suivant :

Eu égard au contexte économique et à l'évolution des agrégats financiers de la société sur l'exercice :

- une diminution du chiffre d'affaires sur l'exercice de près de 35%,
- un résultat d'exploitation négatif de 513 K€, en dégradation par rapport à l'exercice précédent,
- et à la difficulté que rencontre la société à réaliser ses business plans,

la reprise de la dépréciation du fonds de commerce pour un montant de 292 K€ au titre de l'exercice et qui avait été constatée au 31 décembre 2008 pour 762 K€, ne nous paraît pas justifiée.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.1.1 de l'annexe concernant le principe retenu de continuité d'exploitation.

• 2 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus :

Règles et méthodes comptables

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 2.1.1 de l'annexe expose les conditions actuelles et futures de fonctionnement de l'entreprise, notamment au regard du principe de continuité de l'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que la note 2.1.1 de l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de la continuité de l'exploitation. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

• 3 VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion

Lyon, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Union d'Etudes Comptables

Françoise Méchin
Associée

Philippe Dubost
Associé

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

Responsable du rapport annuel :

M. Philippe DUFEUTRELLE
Président du Conseil d'Administration de CYBERDECK SA

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président,
Philippe DUFEUTRELLE

Responsable du contrôle des comptes

➤ Commissaires aux Comptes titulaires :

- **Grant Thornton**
Représenté par F.Mechin
42, avenue Georges Pompidou 69 003 Lyon
Responsable du contrôle des comptes

Première nomination : 20 juin 2006
Expiration du mandat : AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2011

- **U.E.C.**
Représenté par Philippe Dubost
14 rue de la charité, 69002 Lyon

Première nomination : 9 juillet 1998
Expiration du mandat : AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010.

➤ Commissaires aux Comptes suppléants :

- **Luc Williamson**
42, avenue Georges Pompidou 69 003 Lyon

Première nomination : 20 juin 2006
Expiration du mandat : AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2011

- **Deloitte et Associés**
Représenté par Jacques Convert
81, bd Stalingrad, 69100 Villeurbanne

Première nomination : 9 juillet 1998
Expiration du mandat : AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010